



DISCOURS DE POLITIQUE ENERGETIQUE DE LA PREMIERE MINISTRE

100 % libres
...100 % vous !

Le Gouvernement doit clarifier ses intentions et insuffler une vraie dynamique industrielle et sociale à sa politique énergétique

Si la COP 27 égyptienne a permis d'avancer sur le financement des pertes et préjudices, cette conférence mondiale a en revanche échoué à relever le curseur de l'ambition climatique, les États se montrant trop divisés sur la question de la réduction de l'utilisation des énergies fossiles. Elle n'a donc pas réussi à apporter les réponses à la hauteur du « *suicide climatique* » évoqué par le secrétaire général de l'ONU, alors même que les émissions mondiales de CO₂ se maintiennent à des niveaux record.

Au même moment, la Première Ministre Elisabeth Borne a développé devant les députés la stratégie énergétique de son gouvernement, en promettant que les Français vont « *vivre mieux grâce à la transition énergétique* » selon un triptyque sobriété, électricité décarbonée et nouveaux vecteurs énergétiques

Pourtant, en demandant une analyse des réacteurs devant fermer à 50 ans tout en exprimant le souhait de prolonger les réacteurs existants, la Première Ministre laisse planer un doute sur ses intentions en matière d'électricité décarbonée, au risque de s'accrocher à l'esprit de la loi LTECV de 2015 et de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) de 2019 qui faisaient de la fermeture de réacteurs un objectif politique. Le Président de la République avait pourtant, dans son discours de Belfort, clairement exprimé sa volonté d'assurer la prolongation la plus large et la plus durable possible du parc nucléaire français, au nom du combat climatique par la décarbonation, de la souveraineté et de la réindustrialisation.

Cette ambiguïté est d'autant plus surprenante que l'Agence Internationale de l'Énergie recommande la prolongation des réacteurs nucléaires existants. Au moment où l'énergie nucléaire est de plus en plus reconnue comme un outil incontournable de décarbonation massive et rapide, comme vient de le déclarer Louis Gallois, où l'urgence climatique impose de ne se priver d'aucun outil bas carbone et où le Chef de l'État fait de la relance du nucléaire un marqueur politique, l'ambiguïté de la Première Ministre n'en est que plus surprenante.

La CFE Énergies défend l'utilisation de toutes les solutions disponibles pour réussir le défi de la décarbonation et reste persuadée, après l'hérésie de la fermeture de Fessenheim, que tout déclassement d'actifs énergétiques de qualité nuirait à la sécurité énergétique des Français. La CFE Énergies ne comprend pas ce manque apparent de cohérence gouvernementale et le signal ainsi envoyé à la communauté internationale au moment où celle-ci débat de l'avenir climatique de la planète. Elle demande par conséquent au Gouvernement de clarifier ses intentions en mettant fin, avec la prochaine Stratégie Française Énergie et Climat, au plafond de 63,2 GW de puissance nucléaire installée et à la trajectoire de fermeture de 14 réacteurs d'ici 2035.

Pour autant, et parce qu'elle défend un bouquet énergétique équilibré, diversifié et donc résilient, la CFE Énergies salue la volonté gouvernementale d'investir dans les nouveaux vecteurs énergétiques, comme l'hydrogène bas carbone, et de développer la géothermie, la biomasse et le biogaz. Elle partage la vision de la Première Ministre selon qui « *tous les usages ne pourront être électrifiés* », mais c'est comme toujours aux actes que la CFE Énergies jugera la volonté gouvernementale de construire un bouquet énergétique diversifié et décarboné.

Enfin, Elisabeth Borne a affirmé que « *la transition énergétique va de pair avec la croissance et la création d'emplois* ». Pour la CFE Énergies, ce discours gouvernemental ne restera qu'un vœu pieu s'il ne se traduit pas par une réelle volonté politique et des actes concrets en faveur d'une véritable dynamique industrielle et sociale de la transition énergétique, condition pour que celle-ci soit perçue comme juste par les salariés.

La transition énergétique ne créera en effet de la croissance économique et des emplois durables et qualifiés que si elle repose sur une vraie politique industrielle et le développement de véritables chaînes d'approvisionnements en matière d'équipements énergétiques. Si tel est le cas pour la filière nucléaire où la France comme l'Europe maîtrisent l'écosystème industriel sur l'ensemble de la chaîne de valeur, on est loin du compte avec d'autres filières industrielles, notamment renouvelables, qui dépendent massivement des importations extra-européennes.

Au moment où l'Europe fait face à un risque de décrochage industriel avec la crise des prix de l'énergie, et où le Gouvernement affiche sa volonté de réindustrialiser la France pour lui redonner sa souveraineté économique, la CFE Énergies souhaite donc simplement que l'exécutif donne à sa politique énergétique une réelle dimension industrielle et sociale.